

Déclaration du Représentant de la République de Guinée équatoriale

En prenant la parole à cette quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, au nom du gouvernement de la République de Guinée équatoriale, je voudrais tout d'abord exprimer nos remerciements à Sa Sainteté le Pape François, qui nous honore de sa présence à ce Conseil, témoignant ainsi de la grande importance que l'Église catholique universelle attache aux questions relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi qu'à l'élimination de la pauvreté, surtout en milieu rural, en vue de faire advenir un monde délivré de la faim, dans lequel tous les êtres humains pourraient cohabiter en bonne harmonie.

Nos remerciements et nos félicitations s'adressent également à Monsieur Hougbo, Président du FIDA, pour l'excellente organisation de ce Conseil et pour la tâche ardue qu'il accomplit à la tête de cette institution depuis son élection.

Nous voudrions aussi féliciter la direction de la FAO, qui a accepté d'héberger cette session du Conseil dans cette accueillante salle plénière.

Cette quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs du FIDA se tient alors que la sécurité alimentaire mondiale connaît un état critique, dû à l'augmentation du nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde.

Le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale apprécie grandement les efforts que déploie le FIDA dans sa recherche constante de mécanismes permettant d'appuyer les petits exploitants en milieu rural, d'autonomiser les femmes et de promouvoir l'emploi des jeunes. À cet égard, je suis certain que, conformément à son mandat spécialisé, il favorisera la transformation rurale en jouant un rôle fondamental dans la création des conditions nécessaires pour que l'innovation et l'esprit d'entreprise prospèrent dans les zones rurales.

Dans le cas concret de notre pays, la République de Guinée équatoriale, le travail agricole reste majoritairement une activité familiale marquée par une forte participation de la main-d'œuvre féminine, de la culture à la récolte et à la commercialisation.

Mettant à profit les revenus du pétrole et du gaz, ainsi que les possibilités offertes par la nature elle-même (je fais allusion à la fertilité du sol et au climat), mon Gouvernement applique des politiques de développement rural axées sur la mobilisation des ressources humaines sans distinction de sexe, de façon qu'une agriculture devenue plus rentable permette au pays d'augmenter sa capacité de production afin de réduire le niveau élevé des importations de produits alimentaires dont la Guinée équatoriale est tributaire à ce jour.

La stratégie adoptée par le Gouvernement en matière de développement rural et de sécurité alimentaire repose sur la formation de coopératives et d'associations rurales, en vue de favoriser la transformation rurale, laquelle joue un rôle fondamental dans la création des conditions nécessaires au progrès de l'innovation et de l'esprit d'entreprise dans les zones rurales, avec le concours technique du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de l'environnement, que j'ai l'honneur de diriger.

Toutefois, nous ne saurions négliger les difficultés et les défis auxquels nous faisons face, notamment le manque de technologies de transformation de nos produits agricoles.

Pour trouver des solutions à nos problèmes, nous avons élaboré un plan d'action ayant pour objectif de parvenir à une agriculture durable, appuyée par le zonage de la production agricole et animale, la promotion des coopératives, et la transformation et l'exportation de nos produits agricoles nationaux.

Le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale organisera, fin avril et début mai prochains, la troisième Conférence économique nationale où seront examinés les

résultats du Plan national de développement économique et social à l'horizon 2020, que nous sommes actuellement en train d'exécuter, de manière à fixer un nouvel horizon qui nous portera à la diversification économique par la modernisation des techniques durables de culture, et par l'organisation de la commercialisation interne et externe, et de la transformation. À cette fin, nous sollicitons l'appui de partenaires expérimentés tels que le FIDA de manière à atteindre ces objectifs, à mettre en œuvre la Déclaration de Malabo de l'Union africaine et à réaliser les objectifs de développement durable du Programme 2030 des Nations Unies.

Nous sommes conscients que la route à parcourir sera longue, et les difficultés et obstacles nombreux, et qu'il faudra les efforts de tous pour faire face à ce grand défi qui est de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous.